

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 7 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IN VIVO (ex SIGMA)

La Grande Paroisse BP 102
77130 La Grande-Paroisse

Références : E/26-1013
Code AIOT : 0006501151

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement IN VIVO (ex SIGMA) implanté La Grande Paroisse BP 102 - 77130 La Grande-Paroisse. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IN VIVO (ex. SIGMA)
- La Grande Paroisse BP 102 77130 La Grande-Paroisse
- Code AIOT : 0006501151
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Union Nationale des Coopératives agricoles de Céréales (U.N.C.A.C.), repris par la société SIGMA puis IN VIVO, a été autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation n° 86 DAGR 2 IC 066 en date du 30 septembre 1986 à poursuivre l'exploitation du silo de La Grande Paroisse.

Les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants encadrent aujourd'hui l'exploitation du site de La Grande Paroisse :

- n° 06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006,
- n° 08 DAIDD IC 067 du 20 février 2008,
- n° 2013 DRIEE UT77 042 du 8 juillet 2013,
- n° 2024 DRIEAT UD77 042 du 19 mars 2024.

L'installation est entourée :

- au Nord, par une voie ferrée, un espace boisé et des parcelles agricoles,
- à l'Est, par des espaces boisés et la Seine,
- au Sud, par la Seine,
- à l'Ouest, par des sites industriels.

Les activités principales du site sont le stockage de céréales en silos verticaux et plats, le chargement et déchargement de céréales par voie terrestre, maritime et ferroviaire, le séchage et le nettoyage de céréales. Le site est soumis à autorisation sous la rubrique 2160-2-a de la nomenclature des installations classées pour une quantité de stockage de 103 930 m et à enregistrement sous la rubrique 2160-1-a pour une quantité de stockage de 122 670 m², portant la capacité totale de stockage à 226 600 m³.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suite de l'incident 22 mai 2021	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 1.3	Demande d'action corrective	3 mois
11	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Autre du 11/09/2020, article Guide de l'état de l'art des silos version 3 – 2008	Demande d'action corrective	9 mois
14	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article article 6.2 du titre 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite de l'incident 22 mai 2021	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 1.3	Sans objet
3	Suite de l'incident 22 mai 2021	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 1.3	Sans objet
4	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 3.2	Sans objet
5	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 3.2	Sans objet
6	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 6.1	Levée de mise en demeure
7	Suite de	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'inspection du 11/09/2020	article 1.4	
8	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 1.5	Sans objet
9	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 1.8	Sans objet
10	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 2.8	Sans objet
12	Consignes de sécurité et procédures d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 1.4 du titre 2	Sans objet
13	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 2.2 du titre 2	Sans objet
15	Mesures de protection pour limiter les effets d'une explosion	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 1.1 du titre 3	Sans objet
16	Exercice d'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 3	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 28 avril 2025, la société IN VIVO a été mise en demeure par arrêté préfectoral n°2025/DRIAT/UD77/130 du 26 septembre 2025 de mettre en conformité son installation suite à l'absence de contrôle et d'entretien des sondes de thermométrie ainsi que l'absence de réalisation d'exercice incendie.

Suite à cette inspection, l'exploitant a réalisé un exercice incendie.

L'exploitant a également justifié avoir réalisé la maintenance des sondes thermométriques défaillantes qui étaient accessibles pour la réalisation de ladite maintenance et a planifié la maintenance des sondes restantes pour la fin du mois de mai. Il a également passé commande pour une « web appli » pour la surveillance en temps réel des sondes de thermométrie du site.

Des justificatifs ont été transmis à la suite de la visite d'inspection du 11 mars 2026 pour confirmer la bonne mise en place des contrôles des vérifications périodiques des sondes thermométriques via une mise à jour de sa procédure et du format du relevé des résultats de contrôles. Ces derniers relevés mentionnent l'entièreté des contrôles à réaliser mentionnés dans la procédure.

Compte tenu des éléments précités, l'Inspection considère que la société IN VIVO a satisfait aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025/DRIAT/UD77/130 du 26 septembre 2025.

Par ailleurs, concernant les suites des inspections des 28/04/2025, 22/05/2021 et 11/09/2020, une partie des suites de ces inspections reste à satisfaire. L'exploitant doit transmettre les justificatifs de la conformité de ses installations au regard des suites restantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de l'incident 22 mai 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Températures des cellules
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc...) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques ou tout dispositif équivalent. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces systèmes (contrôle, maintenance préventive, ...). Le relevé des températures est périodique avec un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
Constats : Inspection du 28 avril 2025 <i>Suite n°20250428-1 : Si l'exploitant juge, pour assurer une maîtrise des conditions d'exploitation, que des actions sont nécessaires en cas d'élévation de température de 2 °C sur 7 jours, il convient qu'il assure une surveillance permettant de détecter ces élévations de températures. Si cette surveillance n'est pas mise en œuvre puisqu'elle est jugée incompatible avec les conditions d'exploitation du site, il convient de revoir cette consigne afin qu'elle puisse être mise en œuvre et permette une maîtrise des conditions d'exploitation du site.</i> Lors de la visite d'inspection du 11 mars 2026, il a été constaté que l'exploitant a modifié son tableau des tolérances du 26/02/2026 qui définit les plages de températures acceptables pour son suivi des températures en exploitation. Ce tableau considère désormais une élévation de 5°C sur 7 jours pour les céréales et oléagineuses et 2°C seulement pour les œillettes. Il a rajouté un seuil de risque incendie à 70°C. Ce dernier seuil n'est pas associé à une alarme. L'exploitant précise que des actions de refroidissement seront engagées avant l'atteinte des seuils dits "de conservation" où la germination des graines est possible. Ces seuils sont définis entre 20 et 35°C suivant la période de l'année et le type de grain. Des seuils d'alarmes sont associés (respectivement orange/rouge). Le mode opératoire du 17/11/2020 intègre des seuils de 5°C entre la sonde la plus chaude et la plus froide, un écart de 5° entre les sondes d'une cellule ainsi qu'un delta de 2°C entre 2 sondes consécutives. L'exploitant réalise un relevé hebdomadaire, des températures, le lundi, et indique la température minimale et maximale relevée sur les sondes d'une même cellule. Le registre mis en place depuis août 2025 a été présenté.

<p>La mise en place de ce registre correspond à une partie des contrôles du mode opératoire du 17/11/2020 décrivant les actions de surveillance des températures à réaliser et bien que l'exploitant déclare réaliser le contrôle de la dérive des capteurs sur une semaine, ce paramètre n'est relevé dans aucun document. La mention de ce contrôle devra apparaître dans un relevé.</p> <p>L'exploitant a indiqué être en train de travailler sur une mise à jour de son logiciel de suivi des températures mais celle-ci n'est pas encore développée et installée sur le site. La nouvelle version pourrait intégrer les contrôles de bon fonctionnement des sondes ainsi que la surveillance des écarts de températures définis dans ses procédures et modes opératoires.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis le 30 mars 2026 une mise à jour de sa procédure de « contrôle des sondes de thermométrie ». Il a également transmis un nouveau format de relevé périodique de ces contrôles qui contient les éléments mentionnés dans la procédure. Ces éléments permettent de considérer que l'exploitant a mis en place les éléments permettant de s'assurer des conditions d'exploitation. Il devra cependant s'assurer de la bonne mise en œuvre de la procédure de contrôle.</p> <p>La suite n°20250428-1 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Suite de l'incident 22 mai 2021

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Températures des cellules</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc...) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques ou tout dispositif équivalent. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces systèmes (contrôle, maintenance préventive, ...).</p> <p>Le relevé des températures est périodique avec un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 28 avril 2025</p> <p><i>Suite n°20250428-2 : L'exploitant s'assurera de la concordance de ses procédures « conservation - ventilation - GP » et « tableau de tolérances » visant à détecter une élévation de température des produits stockés sur 7 jours.</i></p> <p>Lors de la visite du 11 mars 2026, l'Inspection a constaté que le mode opératoire "conservation-ventilation-GP" du 26/02/2026 mentionne l'analyse hebdomadaire des relevés de température et en particulier l'augmentation de 5°C du grain mais ne mentionne pas le seuil de 2 °C des œillettes. La procédure devra donc être mise en cohérence avec les seuils définis dans le tableau de tolérance pour prendre en compte les œillettes (cf point de contrôle n°1).</p>

La suite n°20250428-2 n'est pas levée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suite de l'incident 22 mai 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Températures des cellules
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc...) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques ou tout dispositif équivalent. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces systèmes (contrôle, maintenance préventive, ...).</p> <p>Le relevé des températures est périodique avec un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 28 avril 2025</p> <p><i>Suite n°20250428-3 : La présence de céréales/graines/granulés dans les cellules de stockage étant renseignée manuellement sur la silothermométrie, l'exploitant devra définir une consigne précisant qu'une mise à jour périodique régulière de l'état des cellules (pleines ou vides) doit être effectuée. Cette consigne doit préciser la périodicité retenue. L'exploitant devra également justifier de la bonne application de cette consigne.</i></p> <p>Le 11 mars 2026, l'Inspection a constaté que la consigne précitée a été modifiée pour ajouter une mise à jour hebdomadaire de l'état des cellules.</p> <p>La cellule contrôlée lors de la visite de terrain était conforme à l'attendu.</p> <p>La suite n°20250428-3 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de prévention et installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation électrique est conçue, réalisée et entretenue conformément à la réglementation en vigueur et le matériel conforme aux normes françaises et européennes qui lui sont applicables. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement.</p>

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielle. Les matériels électriques sont étanches aux poussières.

Constats :

Inspection du 28 avril 2025

Suite n°20250428-4 : L'exploitant justifiera que des actions correctives ont bien été apportées pour solder l'observation n°14 « labo 2 - 14 PC 2P+T : salle 2 une prise sur la façade l'établi agitateur mal fixée » formulée dans le rapport de contrôle des installations électriques des « vestiaires, atelier, bureaux, labo labs » de 2024 comme cela est indiqué dans son tableau de suivi.

L'Inspection a constaté le 11 mars 2026 que le rapport des contrôles électriques annuel du 14/11/2025 mentionne des non-conformités classées dans 3 catégories suivant leur importance :

- Écart technique concernant la protection des personnes et nécessitant une action corrective immédiate compte tenu du risque présenté ;
- Écart technique concernant la protection des personnes ou des biens, ou écart documentaire concernant la sécurité des personnes, et nécessitant une action corrective à court terme ;
- Écart documentaire ou organisationnel ne concernant pas directement la sécurité des personnes ou écart technique dont la correction peut n'être faite qu'à moyen terme.

En particulier il existait des non-conformités nécessitant une action corrective immédiate non traitées et des non-conformités nécessitant une action corrective à court terme récurrentes.

L'exploitant a lancé des opérations de maintenance pour certaines non-conformités électriques cependant d'autres, bien que la demande de maintenance ait parfois été réalisée par le chef de silo, sont encore dans l'attente du passage du service maintenance ou d'un prestataire.

L'observation n°14 sur la prise sur la façade l'établi agitateur a cependant été corrigée

Post inspection l'exploitant a transmis le 23 mars 2026 les justificatifs de maintenance sur les non-conformités nécessitant une action immédiate. Des bons de demande d'interventions ainsi que des justificatifs ont également été fournis pour les actions nécessaires à court terme.

La suite n°20250428-4 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement de la structure

Prescription contrôlée :

Les mesures de prévention permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie sont réalisées conformément aux réglementations en vigueur et adaptées aux silos et aux produits. Les zones où des atmosphères explosives peuvent se former sont définies et signalées sous la responsabilité de l'exploitant selon les réglementations en vigueur. Les matériels

présents dans les zones où peuvent se former des atmosphères explosives sont conformes aux réglementations en vigueur. Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent. Ce rapport comporte :

- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;
- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;
- les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur. Les silos ne disposent pas de relais, d'antennes d'émission ou de réception collectives sur leurs toits.

Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant établit un programme d'entretien de tous les dispositifs de prévention des risques, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel périodique des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé au moins une fois par an.[...]

Constats :

Inspection du 19 juillet 2023

Non-conformité n°20230719-1 : Le contrôle visuel périodique des parois des cellules des silos 5, 6 et 8 n'est pas réalisé au moins une fois par an.

→ La non-conformité n°20230719-1 de l'inspection du 19/07/2023 n'est pas levée. Il convient que l'exploitant procède à un contrôle visuel annuel des parois des silos 5, 6 et 8. En cas de besoin, il pourra transmettre une demande argumentée de modification de la fréquence de surveillance des parois de ces silos imposée dans son arrêté préfectoral, en tenant compte des préconisations de guide de l'état de l'art sur les silos.

Lors de la visite du 11 mars 2026, l'Inspection a constaté que le dernier contrôle visuel de l'ensemble du site date du 09/12/2025. L'exploitant a indiqué mener une étude pour réaliser un contrôle par un prestataire avant la fin du 1^{er} semestre 2026.

La non-conformité n°20230719-1 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des Equipements

Prescription contrôlée :

L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de

marche.

Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de cette vérification.

La défense interne des locaux contre l'incendie est réalisée au moins par des extincteurs portatifs, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, implantés à proximité des dégagements et bien visibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Des colonnes sèches en matériaux incombustibles et conformes aux normes et aux réglementations en vigueur sont implantées dans la tour de manutention du silo 6. Les cellules de stockage des silos béton fermées sont conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie.

Un dispositif fixé à demeure permettant le raccordement à une alimentation en gaz inerte (piquage, etc...) est installé en pied de cellule. Une procédure est associée à l'utilisation de ce dispositif particulier en cas de phénomène d'auto échauffement débutant dans une cellule béton fermée. Sont également mentionnées dans cette procédure les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer du gaz inerte ; ces coordonnées doivent être disponibles à tout moment, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.

Constats :

Inspection du 11 septembre 2020

Non-conformité n° 6 : L'exploitant ne vérifie pas que l'ensemble des sondes de température soit opérationnel conformément au titre 2 de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006. L'exploitant devra justifier que l'ensemble des sondes fonctionne après réparation.

→ La non-conformité n° 6 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée. Il convient que l'exploitant justifie que l'ensemble des sondes de température est vérifié au moins une fois par an et qu'elles sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Les sondes de températures présentant des défauts doivent faire l'objet d'actions correctives rapides. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.

L'Inspection a constaté que l'exploitant a mis en place depuis août 2025 un fichier de suivi des sondes. Ce fichier recense les températures minimales et maximales d'une ligne de capteur et permet de vérifier si des écarts supérieurs à 5°C sont présents conformément à la procédure. Cependant ce report ne permet pas de justifier que l'exploitant réalise l'ensemble des contrôles qu'il doit faire et en particulier le relevé des sondes des cellules vides avec une comparaison avec une sonde extérieure étalonnée. L'exploitant devra inclure l'ensemble des contrôles qu'il réalise à ses reports afin de justifier leur réalisation à l'Inspection des installations classées pour l'environnement.

L'Inspection a consulté les relevés hebdo de température et sur le logiciel de suivi. Il a été constaté que la réparation des sondes défectueuses n'est pas réalisée dans des délais acceptables et le nombre de sonde en panne constaté sur les relevés de températures hebdomadaires et sur le logiciel de surveillance des températures est assez important.

Post inspection, l'exploitant a transmis le 20 mars 2026 un rapport d'intervention justifiant la réparation d'une grande partie des sondes. Pour les sondes défectueuses restantes une demande d'intervention avec un passage du prestataire a déjà été planifié pour fin mai 2026. L'exploitant a également transmis un bon de commande pour l'installation d'une « web appli » qui devrait permettre un meilleur suivi des sondes et par la suite réaliser leur étalonnage si nécessaire.

La non-conformité n° 6 de l'inspection du 11 septembre 2020 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements Importants pour la Sécurité (EIPS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de dépoussiérage et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteurs à chaîne, transporteurs à bande) doivent respecter les prescriptions de l'article 3.1, Titre 2 du présent arrêté (mesures de prévention) et de l'article 1.1, Titre 3 du présent arrêté (mesures de protection pour limiter les effets d'une explosion). Ils sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de dépoussiérage sont constituées des dispositifs suivants : chaque silo est équipé d'un système de captation des poussières puis d'un système de traitement de ces dernières (cyclones, filtres,...).</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement :</p> <p>les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement ; elles s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration).</p> <p>Afin de prévenir le risque d'explosion au niveau du dispositif de dépoussiérage, les dispositions suivantes sont notamment prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les équipements (parties métalliques, associations métal / plastiques, manches des filtres...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles, • le ventilateur d'extraction est placé côté « air propre », • les manches des filtres font l'objet d'un contrôle régulier de leur usure ; une procédure précise la périodicité et les modalités de ce contrôle. <p>Les systèmes de filtration centralisés sont équipés de capteurs pour mesurer la dépression des filtres d'aspiration des poussières avec asservissement à un klaxon local et à un arrêt du ventilateur en cas de défaillance. Afin de limiter les effets d'une explosion, les dispositions suivantes sont notamment prises pour les systèmes de filtration centralisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • présence d'un événement • la sortie de l'événement est aménagée vers l'extérieur du bâtiment à travers une canalisation de décharge • pour éviter la propagation de l'explosion, un système anti-retour d'explosion au niveau du réseau « air sale » est mis en place • le système de filtration centralisé est découplé du volume de récupération des poussières. Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières ; ils sont convenablement lubrifiés. <p>Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés. Ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent. Les transporteurs à bandes, élévateurs sont munis de capteurs de déport de bandes. Les transporteurs à bandes, à chaînes ou à vis et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Les transporteurs à chaînes sont équipés de détecteurs d'ouverture des trappes de bourrage. Les détecteurs d'incident de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont après une éventuelle temporisation</p>

limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 28 avril 2025</p> <p>Suite n°20250428-5 : L'exploitant justifiera que des actions correctives ont été apportées pour corriger les défauts suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réglage du contrôleur de rotation de l'élévateur 3 du silo 1, • remplacement du capteur de contrôle de rotation hors service de l'élévateur 4 du silo 5, • défaut de discordance du contrôleur de rotation du transporteur à bande 4 du silo P1/P2. <p>L'exploitant a présenté, lors de la visite du 11 mars 2026, des justificatifs de maintenance en interne du 23/05/2025 pour les 3 points précités qui ne présentent plus de non-conformités.</p> <p>La suite n°20250428-5 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent à plusieurs points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes : [voir tableau de l'arrêté préfectoral du 13/12/2006] Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 28 avril 2025</p> <p>Suite n°20250428-6 : Il convient que l'exploitant transmette un porter à connaissance sollicitant une modification son arrêté préfectoral de 2024 en précisant exactement ses points de rejets, les modifications à apporter à son arrêté préfectoral et en transmettant un plan des réseaux à jour. Sur ce dernier devront notamment être distingués les réseaux associés aux eaux pluviales de voiries et ceux associés aux eaux pluviales de toitures.</p> <p>L'exploitant a transmis le 24 novembre 2025 un porter à connaissance relatif à la modification aux conditions de rejets des installations. Ce dernier est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.</p> <p>La suite n°20250428-6 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 1.8
--

Thème(s) : Risques accidentels, Autosurveillance des rejets
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites définies dans le tableau de l'AP de 2006 Titre 5 Article 1.8. L'effluent ne doit pas contenir de substances capables de porter atteinte à la vie, la reproduction et la qualité alimentaire du poisson après mélange avec les eaux réceptrices à 50 mètres du point de rejet de la berge.
Constats : Inspection du 28 avril 2025 <i>Suite n°20250428-7 : L'exploitant précisera s'il existe un rejet n°1 d'eaux usées et eaux pluviales en plus des autres points de rejets mentionnés dans l'arrêté préfectoral de 2024 et si au point de rejet n°9 se rejettent des eaux usées et eaux pluviales comme mentionné dans le rapport de contrôle du 2^e semestre 2024 ou uniquement des eaux pluviales comme mentionné dans l'arrêté préfectoral. En cas de besoin de modification des dispositions de l'arrêté préfectoral, l'exploitant transmettra un porter à connaissance précisant les caractéristiques de ses rejets.</i> Comme indiqué dans le constat précédent, l'exploitant a transmis un porter à connaissance sur ses points de rejets. Ce dernier est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées. La suite n°20250428-7 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Autosurveillance des rejets
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'effectuer ou de faire effectuer des mesures sur les concentrations autorisées dans le présent titre pour apprécier la qualité des rejets au regard de la protection de l'environnement. Cette surveillance devra être réalisée à la fréquence minimale suivante : <ul style="list-style-type: none"> • 2 fois / an sur la partie rejets d'eaux sanitaires avec prélèvements réalisés aux fortes périodes d'utilisation, • 1 fois / an avec un prélèvement sur l'ensemble des rejets d'eaux pluviales (prélèvement moyen représentatif de la qualité des rejets d'eaux pluviales de l'établissement). Ces mesures, contrôles et analyses sont à la charge de l'exploitant et les résultats seront transmis à l'Inspection des Installations Classées dès qu'ils seront connus accompagnés des observations ou actions éventuelles suite à tout dépassement constaté.
Constats : Inspection du 11 septembre 2020 <i>Non-conformité n° 12 de l'inspection du 11 septembre 2020 : L'exploitant n'a pas réalisé l'ensemble des contrôles sur les rejets prescrit à l'article 2.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13/12/2006. L'exploitant devra transmettre d'ici la fin de l'année 2020 l'ensemble des mesures. Constat de</i>

<p><i>l'inspection du 19/07/2023 : Le rejet n°8 ne fait pas l'objet d'une surveillance 2 fois par an. La non-conformité n°12 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée. En conclusion de ce constat, il convient que l'exploitant réalise une surveillance des effluents aqueux au point de rejet n°8 deux fois par an.</i></p> <p><i>→ La non-conformité n° 12 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée.</i></p> <p>L'exploitant a transmis le 24 novembre 2025 un porter à connaissance relatif à la modification des conditions de surveillance des rejets du point n°8 qui ne sont que des rejets d'eaux pluviales. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.</p> <p>La non-conformité n° 12 de l'inspection du 11 septembre 2020 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Autre du 11/09/2020, article Guide de l'état de l'art des silos version 3 – 2008
Thème(s) : Risques accidentels, Divers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Il est possible de traiter les vitres des différentes fenêtres (par exemple par apposition de films adhésifs) de façon à éviter la formation d'éclats tranchants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 11 septembre 2020</p> <p><i>Observation n° 1 de l'inspection du 11 septembre 2020 : Le site dispose de fenêtres vitrées dans la tour de manutention. Les surfaces vitrées de tours de manutention doivent être remplacées par du polycarbonate ou doivent être filmées en surfaces conformément au guide silo.</i></p> <p><i>Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant indique que les objectifs fixés fin 2025 et fin 2027 sont toujours maintenus dans les prévisionnels de travaux de maintenance.</i></p> <p><i>→ L'observation n°1 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée.</i></p> <p>L'exploitant a maintenu un objectif fin 2027 pour l'aboutissement de l'ensemble des travaux mais n'a pas encore réalisé les objectifs prévus pour 2025 qu'il compte réaliser cette année. L'exploitant déclare un taux d'1 ou 2% d'avancement actuel.</p> <p>L'observation n°1 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 12 : Consignes de sécurité et procédures d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article article 1.4 du titre 2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité et procédures d'exploitation
Prescription contrôlée :

<p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation sont tenues à jour, affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 28 avril 2025</p> <p><i>Suite n°20250428-8 : L'exploitant doit disposer de procédures et instructions d'exploitation écrites portant sur les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses ainsi que sur la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...). Ces procédures doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident et être affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</i></p> <p>L'exploitant a créé une procédure "cadre" P.SECU.001 du 16/12/2025 qui recense les procédures en marche normale, lors de travaux,...</p> <p>Par sondage, la procédure SECU.0005 : "intervention des prestataires extérieurs" a été vérifiée, celle-ci n'appelle pas de remarque particulière.</p> <p>La suite n°20250428-8 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Circulation dans l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article article 2.2 du titre 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations. A cette fin, l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture est implantée et aménagée de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement.</p> <p>Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la</p>

<p>circulation.</p> <p>Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>A proximité de la voie navigable, des panneaux sont mis en place de façon à signaler la présence d'installations à risques et à empêcher le stationnement de tierces personnes à proximité. Cette interdiction ne s'applique pas aux cas des chargements et déchargements de péniches associés à l'établissement durant cette phase d'exploitation des installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 28 avril 2025</p> <p><i>Suite n°20250428-9 : Il convient que l'exploitant fixe des règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles doivent être portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</i></p> <p>L'exploitant a défini une règle de circulation à sens unique dans l'établissement. Un panneau à l'entrée du site indique les sens de circulation.</p> <p>La suite n°20250428-9 est levée.</p> <p>Inspection du 28 avril 2025</p> <p><i>Suite n°20250428-10 : L'exploitant justifiera qu'il n'est pas possible qu'un bateau tiers stationne à proximité de ses installations. Dans le cas contraire, il mettra en place des panneaux de signalisation de façon à signaler la présence d'installations à risques et à empêcher le stationnement de tierces personnes à proximité (cela ne s'applique pas aux chargements/déchargements de péniches associés à l'établissement durant la phase d'exploitation des installations).</i></p> <p>Un panneautage a été installé sur le bord de la DARSE informant du risque et interdisant le stationnement des bateaux.</p> <p>La suite n°20250428-10 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Consignes générales d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article article 6.2 du titre 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 28 avril 2025</p> <p><i>Suite n°20250428-11 : L'exploitant précisera la localisation et le nombre d'équipements visés dans la</i></p>

liste des moyens d'intervention disponibles sur site. Le POI mis à jour devra faire l'objet d'une transmission au SDIS.

Une mise à jour du POI a été transmise à la DRIEAT en janvier 2026.

Dans le chapitre "Recensement des moyens", fiche n°100, le nombre de RIA a été indiqué mais pas celui des extincteurs. Les localisations ne sont pas associées à ce tableau. La caméra thermique n'est pas non plus localisée.

Sur les plans associés seuls les RIA (fiche 93) sont indiqués ainsi que les extincteurs du laboratoire.

La suite n°20250428-11 n'est pas levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Mesures de protection pour limiter les effets d'une explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article article 1.1 du titre 3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Prescription contrôlée :

Les mesures de protection permettant de limiter les effets d'une explosion sont réalisées conformément aux réglementations en vigueur et adaptées aux silos et aux produits. Cela peut être l'une ou plusieurs des mesures telles que :

- arrêt de la propagation de l'explosion par des dispositifs de découplage ;
- réduction de la pression maximale d'explosion à l'aide d'évents de décharge, de systèmes de suppression de l'explosion ou de parois soufflables ;
- résistance aux effets de l'explosion des appareils ou équipements dans lesquels peut se développer une explosion ;
- résistance aux effets de l'explosion des locaux ou des bâtiments.

Les mesures de prévention et de protection mises en œuvre par l'exploitant, sont au minimum celles décrites dans l'étude des dangers remise le 22 novembre 2004, à savoir :

- obturation des fenêtres de la galerie inférieure à proximité de la zone de chargement du silo 6,
- découplage de la tour de manutention du silo 6 des cellules de stockage,
- découplage de la tour de manutention du silo 6 de la galerie sur cellules et de la galerie sous cellules,
- système d'aspiration de poussières sur les cellules K du silo 2.

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.

Une maintenance préventive de l'ensemble des équipements des silos et, notamment, des équipements identifiés comme importants pour la sécurité dans l'étude de dangers actualisée du site, est mise en place.

Une traçabilité de cette maintenance permet d'engager sans délai, toute mesure corrective en cas de défaut ou défaillance identifiés sur un équipement.

Constats :

<p>Inspection du 28 avril 2025</p> <p><i>Suite n°20250428-12 : L'exploitant devra recenser l'ensemble des mesures de protection permettant de limiter les effets d'une explosion présentes sur site comprenant a minima celles prévues dans l'étude de dangers remise le 22 novembre 2004. Il devra ensuite mettre en place une maintenance préventive de ces équipements. Toute mesure corrective en cas de défaut ou défaillance identifiés sur un équipement doit être mise en œuvre sans délai.</i></p> <p>Le 11 mars 2026 l'exploitant a mis en place et a présenté un rapport de vérification des contrôles de sécurité, réalisés après l'inspection de 2025. Ce rapport du 23/05/2025 liste des équipements importants pour la sécurité et ne concluait pas sur des non-conformités. L'exhaustivité de la liste n'a cependant pas été vérifiée lors de cette inspection.</p> <p>La suite n°20250428-12 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Exercice d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence. L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours sont informés préalablement de la date de cet exercice. Cet exercice doit notamment permettre de vérifier l'efficacité des dispositions organisationnelles, des moyens de lutte contre l'incendie, et le cas échéant, des moyens mis en place pour inerte les cellules. A l'issue de chaque exercice, un compte-rendu et un bilan des actions correctives sont rédigés, consignés dans un registre et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 28 avril 2025</p> <p><i>Suite n°20250428-12 : Il convient que l'exploitant réalise rapidement un exercice d'incendie de silo. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.</i></p> <p>Suite à la mise en demeure de septembre 2025 l'exploitant a justifié la réalisation d'un exercice incendie de silo du 21/11/2025. Le rapport de l'exercice n'appelle pas de remarque.</p> <p>La suite n°20250428-12 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure